



APPEL DE GENÈVE GENEVA CALL

Geneva Call in the Press

Genève invite à briser un tabou: négocier avec des rebelles

Source: Tribune de Genève - 13 March 2002



Déminage

L'initiative a l'appui du Conseil d'Etat. Elle a reçu un soutien européen

Bernard Favre

"Négocier avec des rebelles? Jamais!" Cet avis a souvent dominé auprès des Gouvernements. Pourtant, dans le domaine des mines anti-personnel, la négociation avec les groupes non étatiques s'avère indispensable. "A l'heure actuelle, une trentaine de groupes rebelles dans le monde utilisent ce type d'armes", explique Elisabeth Reusse-Decrey, présidente de l'Appel de Genève. On ne peut donc plus les ignorer. L'Appel de Genève, qui s'est spécialisé dans les négociations avec ces groupes, vient d'obtenir un nouvel appui politique. Le 7 mars dernier à Bruxelles, le Parlement européen a créé un groupe de travail sur ce thème.

Pour sensibiliser les députés européens, Mme Reusse-Decrey avait sorti les grands moyens. Pour présenter les activités de l'Appel de Genève, elle s'était fait accompagner par trois chefs rebelles. Edward Abye Lino, commandant en chef du Mouvement de libération du Sud-Soudan, a exposé les raisons qui l'ont poussé à signer l'Appel de Genève : "Nous nous battons pour que notre peuple puisse vivre sur une terre libre, mais pas sur une terre minée."

Des leaders rivaux parlent d'une même voix

Deux leaders kurdes irakiens ont tenu le même discours: "Tout projet de développement de notre région est entravé par la présence de centaines de milliers de mines sur nos terres et nos routes."

Le Parlement européen avait déjà voté une résolution reconnaissant l'utilité du travail de l'Appel de Genève. C'était en septembre dernier, à Strasbourg. Avec la création de ce groupe de travail, l'Appel gagne en crédibilité. "La commission débloquera plus facilement des fonds pour notre travail sur place", estime Mme Reusse-Decrey. A l'image du projet de déminage commun entre le Gouvernement du nord du Soudan et le Mouvement de libération du Sud-Soudan, qui a pu être financé par l'Union européenne.

Autre avantage: certains députés européens ont des contacts avec des chefs rebelles. "Ils pourront nous aider à négocier avec eux", espère Mme Reusse-Decrey.

L'Appel de Genève va plus loin que la Convention d'Ottawa, qui se limite à interdire l'usage et la production de mines anti-personnel. Ses membres, dont les signatures sont déposées auprès de la Chancellerie du canton de Genève, s'engagent aussi à détruire ces mines, à autoriser des missions de vérification et à collaborer au déminage. Outre les mouvements soudanais et kurdes représentés à Bruxelles, deux groupes philippins ont également adhéré à cet Appel. Des négociations sont en cours un peu partout, notamment avec des Tchétchènes et avec le Front Polisario (Maroc).

Rappelons toutefois qu'une quinzaine d'Etats continuent d'utiliser des mines anti-personnel. Les Etats-Unis n'ont toujours pas ratifié la Convention d'Ottawa.

Et ils refusent toujours de fournir les cartes des zones du Kosovo bombardées avec les fameuses "cluster bombs". Ces armes explosent à quelques centaines de mètres du sol, en répandant des dizaines de minicharges sur une vaste surface.

Entre 20% et 35% de ces charges n'explosent pas à l'impact. Elles représentent alors une menace similaire à celle des mines anti-personnel.

Un début en Albanie

La Fédération suisse de déminage (FSD) a repris son opération de déminage humanitaire dans le nord de l'Albanie, après une interruption de deux mois due aux rigueurs de l'hiver. La FSD a commencé à déminer cette région montagneuse, la plus pauvre du pays, au printemps 2001. En huit mois, la FSD a entraîné quatre équipes de démineurs locaux qui ont nettoyé 20 hectares. Sur cette surface, ils ont détruit 308 mines anti-personnel, 26 mines antichars, 128 bombes à fragmentation serbes, 8 objets non explosés de grande taille (UXO) et 1 missile Tomahawk américain.

"Nous mettons l'accent sur la formation des habitants", explique le porte-parole Michel Diot. De nombreux agriculteurs ont été formés au déminage. "De cette manière, nous remettons à notre départ aux autorités albanaises des équipes d'intervention complètement autonomes."

Les opérations en Albanie de la FSD sont financées à moitié par le Corps suisse d'aide humanitaire et par les Etats-Unis. Outre ce soutien financier, la FSD bénéficie aussi d'un appui logistique très actif de l'armée suisse. Le Corps des gardes-fortifications délègue des superviseurs, qui avaient été formés en Suisse par... la FSD. B. Fa.